

Einar Tangen : la monnaie numérique chinoise et la dédollarisation

Einar Tangen est chercheur principal à l'Institut Teihe et chercheur principal au CIGI. Tangen aborde la question de la monnaie numérique de la Chine et la réticence de la Chine à laisser le yuan devenir la monnaie de réserve mondiale. Substack d'Einar Tangen : <https://substack.com/@asianarratives>
Achetez les produits dérivés de Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : <https://buymeacoffee.com/gdieseng> Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Einar Tangen, chercheur principal à l'Institut Taihe et également au Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale. Il tient aussi une page Substack, d'ailleurs, intitulée *Asia Narratives*, que je recommande vivement. Vous trouverez le lien dans la description. Merci d'être de retour parmi nous, Einar. Ça fait plaisir de vous revoir.

#Einar Tangen

C'est un plaisir, Glenn, d'être avec toi comme toujours. Désolé, j'ai eu un peu de retard aujourd'hui... j'ai trop regardé la Coupe du monde.

#Glenn

Oui. Non, je l'ai regardé moi-même. Désolé pour la Norvège. Bon, aujourd'hui, je voulais vous interroger sur les inquiétudes aux États-Unis, et, je suppose, chez leurs alliés. On dit souvent que la Chine cherche à remplacer les États-Unis comme puissance hégémonique. Mais en réalité, on n'a pas l'impression qu'on passe d'un hégémon à un autre hégémon mondial. Le monde semble plutôt passer d'un système unipolaire — c'est-à-dire avec un seul centre de pouvoir, autrefois les États-Unis — à un système multipolaire, avec plusieurs centres de pouvoir. D'après ce que j'ai compris, vous soutenez que, dans le domaine financier, il ne faut pas interpréter les actions de la Chine comme une tentative de prendre la place des États-Unis, donc ce rôle financier hégémonique, mais plutôt comme une volonté de créer des alternatives, pour, en quelque sorte, gérer ce système à plusieurs pôles de puissance financière. Je voulais savoir si vous pouviez expliquer un peu ce que font les Chinois, notamment en ce qui concerne leur objectif actuel de vouloir internationaliser le yuan.

#Einar Tangen

Bon, remettons les choses dans leur contexte. Quand on parle d'hégémonie, oui, il y a l'aspect financier, et j'y reviendrai dans un instant. Sur le plan politique, la Chine, eh bien, elle a investi environ mille quatre cents milliards de dollars dans l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Ils ont parlé de connectivité, de plan de développement pour la sécurité, de souveraineté, et d'un moyen de régler les différends sans sortir les chars. Donc, la Chine, sur tous les plans, est très différente des États-Unis. Mais Washington n'arrive pas à accepter l'idée que d'autres pays puissent agir autrement que comme elle le ferait. Et c'est là une partie du problème. C'est très difficile de traiter avec Washington, parce qu'ils partent toujours du principe qu'ils savent exactement ce que vous allez faire.

Et qu'est-ce que c'est, au juste ? Exactement ce qu'ils ont fait, ou ce qu'ils comptent faire, dans les mêmes circonstances. Ils essaient donc de comprendre cette idée qu'il puisse exister une grande puissance qui ne cherche pas à dominer le monde, qui ne voit pas cela comme quelque chose d'économiquement, de politiquement ou de militairement faisable. Voilà où nous en sommes. Quand on commence à parler de l'aspect financier, il faut bien garder à l'esprit que les dimensions politique et militaire sont aussi présentes. Alors, sur le plan financier, que fait la Chine ? Elle a déclaré vouloir développer davantage le commerce. Évidemment, ses investissements dans l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie en font partie, et cela a été un vrai succès.

Quand on regarde les pays engagés dans l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie, on voit qu'ils sont, en réalité, au-dessus de la médiane mondiale en termes de croissance. Si on regarde les pays développés, eux, en pourcentage de croissance réelle, ils sont en dessous de cette médiane. Donc, pour ces pays-là, ça a beaucoup de sens. Et c'est pareil sur le plan politique et militaire : insister sur la défense, maintenir les régimes en place, ne pas s'ingérer dans les affaires des autres. Ce discours parle beaucoup au Sud global. Sur le plan financier, la Chine n'a aucun intérêt à reproduire le modèle américain. Pourquoi ? Eh bien, regardez un pays économiquement divisé, où les inégalités sont énormes, et qui traîne une dette colossale accumulée au fil du temps.

Pourquoi ? Eh bien, vous savez, le fait que le dollar américain soit la monnaie hégémonique a rendu l'emprunt moins cher. Mais ça a aussi eu un effet indésirable : les produits américains sont devenus plus chers, donc moins compétitifs à l'international. Cela a vidé une partie de l'économie américaine de sa substance, et ça a provoqué d'importants flux de capitaux spéculatifs entrant et sortant des États-Unis. Alors, du point de vue de la Chine, être une puissance dominante, avoir une monnaie hégémonique, ce n'est pas une bonne chose, ce n'est pas du tout souhaitable. Et puis, la vraie question, c'est : comment faire du commerce ? La Chine a donc mis en place un système qui, un peu comme celui des États-Unis, favorise les échanges. Et aujourd'hui, ils l'ont étendu pour que le commerce soit plus facile à réaliser.

Ils ont augmenté le volume des échanges possibles en autorisant la vente d'un plus grand nombre d'obligations. Plus on vend d'obligations, plus il y a de liquidités sur le marché. Ils ont aussi mis en

place des systèmes et des produits qui permettent d'emprunter à court terme en utilisant les obligations que vous détenez comme garantie. Pourquoi détenir ces obligations ? Parce que vous faisiez du commerce avec la Chine. Donc, ça veut dire que vous n'avez pas besoin de vendre vos obligations. Ça rend la gestion de vos engagements commerciaux beaucoup plus simple. Si quelqu'un veut être payé en renminbi, il faut lui fournir des renminbi. Comment faire ? Eh bien, c'est justement le système qui le permet. La Chine a donc créé ces mécanismes, augmenté la liquidité, et mis en place davantage d'outils et d'opportunités pour le faire. Mais elle n'a pas ouvert son compte interne, ce qu'ils appellent le compte de capital.

Ça veut dire que le yuan n'est pas librement convertible entre l'intérieur et l'extérieur de la Chine. Donc, si vous avez des yuans à l'étranger, évidemment, vous pouvez aller dans une banque et ils vous échangeront la monnaie. Mais si vous êtes en Chine, il y a des contrôles de capitaux très stricts. Ils ne veulent pas que l'argent circule librement. Et il y a aussi des inquiétudes concernant l'argent sale qui sortirait du pays, parce que certaines personnes en Chine ne peuvent pas justifier l'origine de cet argent. Le pays n'a aucun intérêt à les aider à échapper à leurs impôts ou à leurs obligations. Donc oui, il y a encore beaucoup de contrôles à ce niveau-là. Alors, où tout cela nous mène-t-il ? C'est une question que beaucoup de gens posent. Eh bien, à terme, la Chine va avoir une monnaie numérique. Et je veux dire, littéralement numérique. En fait, moi, ça fait des années que je n'utilise plus d'argent liquide.

Les seules fois où je l'ai fait, c'est quand je vais à des anniversaires ou à des mariages. Je glisse alors des billets tout neufs de cent yuans dans une enveloppe rouge et je les offre. Alors, où tout cela nous mène-t-il ? Beaucoup de gens posent cette question. Et moi, je fais remarquer que la Chine avance lentement mais sûrement vers une monnaie électronique, qui reviendrait, en somme, à supprimer l'argent liquide. Ça aurait d'énormes conséquences sur la façon dont les gens font des affaires, puisque le cash ne serait plus accepté. Il y aurait toujours un moyen de convertir un yuan électronique en dollar américain, ou en une autre devise, ça ne changerait pas. Mais à l'intérieur du pays, imaginez un monde où l'on sait exactement d'où vient chaque chose et où elle va. S'il y a une transaction, un gouvernement, et des impôts à payer, on peut, en quelque sorte, prélever la taxe directement au moment de la transaction. Et ça, c'est beaucoup plus simple.

Vous n'avez plus besoin d'audit. Tout est, en fait, enregistré. C'est là, accessible, et vous pouvez regarder votre tableau de bord, faire des analyses et comprendre ce qui se passe. Mais vous n'avez plus besoin d'un comptable. Évidemment, ce n'est pas une bonne nouvelle pour la plupart des comptables. Et puis, pour la collecte des impôts aussi, ça change tout. Vous savez exactement où en est votre économie. Vous n'attendez plus deux, trois, quatre ou six mois pour comprendre ce que font les gens à un moment donné. Vous avez un grand tableau de bord qui vous montre précisément comment l'économie tourne. Les rapports peuvent être publiés beaucoup plus vite, et les marchés peuvent réagir tout aussi rapidement.

Ça va changer la façon dont les gens investissent et la manière dont ils évaluent les marchés. Mais ça aura aussi un impact à l'international, parce que le yuan pourra alors être convertible dans

certaines circonstances. Il n'y aura plus cette crainte que de l'argent illicite sorte des États-Unis, du moins par des moyens électroniques. Et tout argent qui revient vers des particuliers devra évidemment être justifié — il faudra expliquer d'où il vient. Et s'ils essaient de l'intégrer dans un système électronique, ça va devenir très, très difficile. Le monde va changer. Et ce n'est pas seulement la Chine. En réalité, chaque pays va faire, en substance, la même chose.

Et pourquoi ? Pour les raisons que j'ai déjà évoquées tout à l'heure. On pourrait mieux faire tourner l'économie, collecter plus d'impôts, et éviter une grande partie de l'argent occulte qui passe inaperçu dans tant d'économies. Ça pourrait aussi aider à lutter contre la corruption. Évidemment, ça rend les choses beaucoup moins chères et beaucoup plus rapides. Par exemple, le système que la Chine a présenté, et dont elle a annoncé la deuxième phase à Hong Kong hier, disait en substance qu'ils pouvaient réduire le coût des transactions d'un tiers à la moitié. Ce n'est pas énorme, mais si on additionne ça à l'échelle mondiale, on parle de centaines de milliards de dollars.

Ces types d'efficacités qui stimulent la Chine, ce n'est pas surprenant, ce sont les mêmes principes qu'ils appliquent à leur industrie manufacturière. Ils cherchent à améliorer les choses, à réduire les coûts, à limiter les frictions dans le processus, que ce soit dans la logistique, la production ou la finance. Et cette combinaison continue d'aider la Chine à rester compétitive. Elle peut produire à bas coût, livrer à bas coût, et rendre les paiements, qu'ils soient reçus ou envoyés, plus rapides et moins chers. C'est ça que la Chine essaie de faire. On verra bien comment tout cela évolue. Mais si ça fonctionne, comme je l'ai dit, il faut s'y préparer : le monde ne sera plus le même.

#Glenn

Ce que ça implique, en fait, c'est qu'avec ce yuan numérique, qui devient international, on parle aussi d'une forme de dédollarisation, au moins comme effet secondaire. Autrement dit, le dollar américain risque de devenir moins attractif, je suppose, dans le commerce international. Mais, comme on l'a déjà dit, ce n'est pas pour autant que tout le monde va se tourner vers la monnaie chinoise. Alors, comment vous voyez les choses ? Est-ce que ces deux monnaies vont coexister ? Ou bien, selon vous, dès que le dollar américain commencera à être moins utilisé, une bulle va éclater ? En somme, comment vous imaginez le fonctionnement des marchés monétaires dans ce scénario ?

#Einar Tangen

D'accord. Donc, une façon polie de dire : « Hé, Einar, qu'est-ce qui va se passer quand tout va s'effondrer ? » Oui. Bon, voyons les choses comme ça. La Chine, comme je l'ai déjà dit, ne cherche pas à remplacer le dollar américain. Elle ne veut pas de cette position. Elle pense que ce serait dangereux. Donc, évidemment, elle suit une autre voie. Alors, qu'est-ce qui se passe concrètement ? Eh bien, la Chine entretient des relations avec environ cent quarante des cent quatre-vingt-quinze pays reconnus dans le monde. Et parmi ces cent quarante, à peu près soixante-dix pour cent sont des pays où la Chine est le premier partenaire commercial.

#Einar Tangen

Évidemment, il faut réduire les risques dans les échanges entre ces pays. C'est exactement ce que la Chine essaie de faire. Le dollar américain est utilisé dans les transactions internationales, et il sert beaucoup à la financiarisation. En clair, il s'agit de parier, de transformer le monde en un immense casino — non pas en investissant dans des entreprises, mais en misant sur ce qui pourrait se passer à l'avenir. La Chine cherche simplement à rendre tout cela plus efficace. Donc oui, c'est un concurrent, dans le sens où c'est une alternative au dollar américain, mais elle ne cherche pas à le remplacer. Alors, où se trouve la vraie faiblesse du dollar ? La véritable faiblesse du dollar n'a rien à voir avec la Chine.

Ça tient au fait que le pays a une dette énorme, de quarante mille milliards de dollars, qui continue de croître, et qu'il n'a ni l'intention ni la capacité de la rembourser, ni même un plan pour le faire. Et puis, il y a l'arrivée des systèmes numériques. La Chine ne sera pas la seule, d'autres suivront. L'Europe a ses propres idées. Évidemment, le Moyen-Orient pourrait aussi s'y mettre. On pourrait voir différents continents essayer de créer leurs propres marchés numériques pour le commerce. Pourquoi ? Parce que c'est moins cher. C'est une question de marché. Si je suis une entreprise, et qu'une transaction me coûte cent dollars au lieu de vingt, eh bien, devinez quoi ? Je vais choisir la solution à vingt dollars, tant qu'elle est sûre et fiable.

Et c'est vraiment là que le dollar montre sa faiblesse. Les systèmes en place protègent beaucoup d'acteurs déjà bien installés — les banques, les cartes de crédit, les agences de notation. Tous, d'une certaine façon, veulent garder ce système le plus longtemps possible. Pourquoi ? Parce qu'ils en tirent des commissions. Et ces commissions font tourner leurs entreprises, leurs primes, et tout ce qui va avec. En plus, ils ont beaucoup d'influence à Washington. Mais le problème, lui, est international. Et quoi qu'ils fassent avec le dollar américain, ils ne peuvent pas forcer les autres pays à l'adopter comme système d'échange. Donald Trump, lui, a multiplié les menaces.

Si tu fais les choses comme ça — à cent pour cent, dix mille pour cent, peu importe — j'exagère sur les tarifs. Il va te forcer à suivre le système américain. Mais on sait tous que ça ne marche pas, et c'est pour ça que la contrebande a commencé. Même si tu rends ça illégal, les gens trouveront d'autres moyens, surtout si c'est beaucoup moins cher. Mais c'était un bon exemple. Ils peuvent choisir des moyens légaux pour régler leurs échanges, et la Chine joue un grand rôle dans ce commerce international. Avec des alternatives — et la Chine, comme je l'ai dit, n'en sera qu'une parmi d'autres. Donc, tu vois, en ce moment, ce serait bien que le Trésor américain, au lieu d'essayer de protéger Donald Trump, commence à préparer sa propre monnaie numérique.

Et puis, il y a aussi la question de savoir comment gérer le déficit américain — pas seulement le déficit, mais aussi l'énorme montagne de dettes. Parce qu'en ce moment, les États-Unis avancent avec, en gros, un déficit annuel d'environ deux mille milliards de dollars. Ça veut dire que chaque année, le pays emprunte à peu près deux mille milliards, parfois un peu plus, juste pour payer ses factures. Cet argent vient donc s'ajouter à la dette déjà existante. Et comme je le disais, il faut s'

attaquer au déficit, mais aussi à la dette, tout en continuant à faire croître l'économie. Pourtant, j'entends très peu de choses à ce sujet, à part "on va rendre sa grandeur à l'Amérique", ce qui est un slogan, pas un plan.

#Glenn

Oui, là-dessus, vous avez raison, c'est bien un slogan. Mais je pense que beaucoup de gens ont été séduits par ce slogan parce qu'ils voient bien que les États-Unis deviennent de moins en moins compétitifs face à la Chine. Ils ont, bien sûr, aussi des problèmes internes qui s'accumulent. Mais alors, si les Américains devaient transformer ce slogan en politiques économiques concrètes, à quoi ça ressemblerait selon vous ? J'imagine qu'il y a deux voies possibles. La première serait d'essayer de relancer l'économie américaine. Mais qu'est-ce qu'il faudrait, concrètement, dans une stratégie pour inverser le déclin qu'on observe ? Parce qu'ils ont maintenant une dette de trente-neuf mille cinq cents milliards de dollars, et oui, elle va dépasser les quarante mille milliards, ce qui est quand même assez spectaculaire.

C'est très difficile de rembourser ces dettes. Alors, comment les États-Unis peuvent-ils redresser la situation, vu leur manque de compétitivité économique ? Et puis, deuxième point : à quoi peut-on s'attendre de la part des États-Unis pour contrer la Chine ? Pas sur le plan commercial, mais plutôt à travers des politiques de confinement, comme davantage d'attaques contre la technologie chinoise, voire des blocages de certains corridors de transport, un peu comme ils l'ont fait avec le pétrole iranien à destination de la Chine. Est-ce qu'ils peuvent aussi bloquer certains aspects financiers de l'économie chinoise, par exemple l'accès aux banques ou aux devises ? Comment, selon vous, les Américains vont-ils jouer cette partie ? Voilà, ça fait beaucoup de questions. J'ai visé large, là.

#Einar Tangen

D'accord. Vous voulez que je réponde à la première question ou à la deuxième en premier ? Je vous laisse décider. Très bien. Alors je vais commencer par la deuxième question. Qu'est-ce que les États-Unis font en ce moment ? Eh bien, ils font exactement tout ce que vous venez de dire. Ils mènent, à mon avis, une politique d'endiguement. Et ce n'est pas moi qui le dis, hein. Si vous regardez J.D. Vance, il ne cesse de se plaindre, de parler de la menace rouge du communisme qui prendrait le contrôle du monde, ce genre de choses. Franchement, ça paraît un peu absurde, puisque le communisme pratique aujourd'hui le capitalisme. Alors, comment pourraient-ils vraiment être communistes ? Et la réalité, c'est qu'ils surpassent les États-Unis. Donc, les États-Unis vont continuer, malgré ce genre d'échange... enfin, je ne devrais même pas dire trêve, parce que ce n'en est pas une, c'est juste un arrangement.

On reconnaît que les économies sont étroitement liées, surtout dans des domaines très sensibles comme la défense ou les terres rares. La Chine détient environ soixante-dix pour cent de tous les éléments critiques utilisés. Mais le vrai goulot d'étranglement dans leur production, celui que la Chine contrôle vraiment, c'est la technologie. Pendant de très nombreuses années, d'autres pays n'ont pas

voulu extraire ni raffiner les terres rares. C'était une activité très polluante, très coûteuse. Ils y ont donc renoncé, parce que la Chine, elle, développait ce marché. Et comme souvent avec la Chine, leur pari a été le suivant : "Nous accepterons des marges plus faibles sur nos profits, mais nous chercherons à occuper une place plus importante sur le marché." Et ils y sont parvenus. Leur réussite ne vient pas seulement du fait qu'ils possèdent la majorité des terres rares.

En réalité, il y en a pas mal, un peu partout dans le monde. Le vrai problème, c'est le raffinage. Pour rendre le gallium et les autres terres rares utilisables, il faut qu'ils soient d'une pureté extrêmement élevée. Et pour atteindre ce niveau de pureté, il faut des procédés très spécifiques. Donc, ça ne concerne pas seulement l'extraction, mais aussi les procédés chimiques, et bien sûr les contraintes environnementales. Tout cela réuni représente une avance technologique de dix à quinze ans par rapport à ce qui se fait ailleurs dans le monde, et un énorme écart en termes de coût. Par exemple, certains types de terres rares produites en Chine coûtent jusqu'à vingt fois moins cher que celles fabriquées au Japon. Il faut bien mesurer ce que ça veut dire. Même si vous êtes capables d'en produire, vous allez devoir dépenser des sommes considérables pour y arriver. Le coût est donc un facteur important. Mais ce n'est pas le seul domaine concerné.

Je veux dire, il y a tellement de domaines où la Chine est devenue le principal fournisseur et le plus grand fabricant de toutes sortes d'éléments. Que ce soit la vitamine C, les composants de la poudre à canon, les propulseurs, ou encore les biens intermédiaires. Vous avez besoin de certaines vis, faites avec des matériaux bien précis. Devinez d'où elles viennent ? De Chine. Comme je ne cesse de le répéter, le modèle chinois consiste à aller sur des marchés déjà matures, où le rendement du capital est peut-être de cinq pour cent. Et eux, ils disent : « Nous, on se contente de trois virgule cinq pour cent. » Résultat, ils prennent le marché. Leur stratégie, c'est de capter trois virgule cinq pour cent d'un marché immense, ce qui rend l'opération rentable. Voilà ce que la Chine a fait. Et c'est à cela que les États-Unis sont confrontés aujourd'hui. Alors la vraie question, c'est : que peuvent faire les États-Unis ?

Oui, ils ont bien fait du blacklisting. Ils l'ont indiqué, et on en avait déjà parlé, à propos de ce responsable du département de la Guerre qui disait que le plan, c'était d'interrompre les flux d'énergie vers la Chine. Vous voyez, le Venezuela, le Nigeria, l'Iran... qu'est-ce qu'ils ont en commun ? Ils vendaient tous du pétrole à la Chine. Et l'idée, en les perturbant, c'était de couper l'énergie vers la Chine, pour, d'une certaine façon, l'affamer. Eh bien, ça ne s'est pas vraiment passé comme prévu. La Chine détient encore la grande majorité de ses réserves. Les prix de l'énergie n'ont augmenté que très légèrement en Chine, et elle reste le fournisseur d'électricité le moins cher, dans tous les domaines. Donc, ça n'a pas eu l'effet escompté sur la Chine. Mais, comme la Chine a fait ce qu'ils appellent une forte « destruction de la demande », ça veut dire qu'elle s'est tournée vers des alternatives, au lieu d'utiliser du pétrole et du gaz.

Alors, il y a certains domaines, comme je l'ai déjà dit, où quarante pour cent du pétrole et du gaz produits dans le monde ne servent pas à faire tourner des moteurs. En fait, ils sont utilisés pour fabriquer des produits — que ce soit des produits chimiques, des parfums, des plastiques ou des

vêtements. Les hydrocarbures à longue chaîne sont très utiles, surtout dans certains types de chimie et pour certains produits. Et ça, ça va continuer. Mais il y a aussi des efforts pour s'en passer, pour trouver des substituts au pétrole et au gaz dans ces domaines-là. Seulement, ça va prendre du temps. Et le temps, tout le monde n'en a pas. C'est d'ailleurs mon point principal : les États-Unis essaient beaucoup de choses, mais ils n'ont pas beaucoup de temps. La Chine réagit plus vite que ce que les États-Unis avaient prévu. Et la deuxième arme choisie, bien sûr, c'est d'interférer avec les produits chinois.

Évidemment, la Chine importe beaucoup de matières premières. Elle leur ajoute de la valeur, puis elle revend ces produits transformés partout dans le monde. Vous avez entendu Eldridge Colby, dont je parlais tout à l'heure, dire que les États-Unis doivent contrôler les points d'étranglement par lesquels passe ce commerce. Mais pourquoi vouloir les contrôler, si ce n'est pour s'en servir ? L'idée, c'est qu'on pourrait empêcher les ressources d'entrer en Chine, et empêcher les produits à forte valeur ajoutée d'en sortir. Et donc, cela nuirait à la Chine. C'est vrai. La Chine n'est pas un pays sédentaire. Elle a développé l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie, qui comprend des corridors terrestres lui permettant d'accéder à l'Europe, à l'Afrique, au Moyen-Orient, et ainsi de suite. Pour éviter ces points d'étranglement, il existe aussi la possibilité d'un corridor nord.

Ça passerait en gros par des eaux contrôlées par la Russie, tout au nord, ce qui leur permettrait d'atteindre l'Atlantique. Donc la Chine peut... disons qu'il y a une sorte de jeu du chat et de la souris, ou, si on veut, une partie d'échecs contre un jeu de Go, qui se joue entre les États-Unis et la Chine, à Washington. La Chine cherche à préserver sa capacité à s'élever. La différence, c'est que les États-Unis disent que la Chine est en quelque sorte malveillante parce qu'elle est en train de monter en puissance. La Chine, elle, dit : regardez, on peut tous travailler ensemble. Et ça m'amène à la première question que vous avez posée : comment les États-Unis peuvent-ils sortir de cette situation ? Parce que, s'il n'y a pas de voie de sortie pour eux, on pourrait se retrouver dans un scénario où le Pentagone prend le dessus et commence à lancer des bombes un peu partout.

Et bien sûr, ce n'est bon pour personne. Mais la désespérance peut mener à des situations étranges. À mon avis, les États-Unis devraient miser sur leurs atouts naturels. Leur force, ce ne sont pas les salaires, qui sont très élevés et rendent la production sur le sol américain extrêmement difficile. Ce ne sont pas non plus les réglementations, même si beaucoup ont été supprimées — certaines, d'ailleurs, à mon sens, sans trop réfléchir à la protection des individus, des consommateurs, et ainsi de suite. Malgré tout, c'est encore très compliqué, parce qu'il y a les lois locales, les lois des États, le zonage, les normes nationales, et tout ce qui va avec. Tout cela rend les choses plus coûteuses.

Les États-Unis ont bien des ressources, mais à cause de certains facteurs — comme les salaires élevés et la réglementation — leur exploitation peut parfois coûter cher. Mais alors, qu'est-ce que les États-Unis ont vraiment ? Autrefois, ils avaient cette capacité à attirer des esprits brillants venus du monde entier. Ces gens venaient chercher des opportunités, dans ce pays de la liberté. C'était l'endroit où, avec du travail et de la persévérance, on pouvait s'élever aussi haut que son talent le permettait. Mais ça, c'est fini. Aujourd'hui, le climat anti-immigrants, ajouté à la méfiance envers

toute personne étrangère — surtout envers ceux qui ont des traits asiatiques, pas forcément chinois d'ailleurs — a tout changé. Parce que, soyons honnêtes, les Américains ne font pas vraiment la différence.

Et ça, je le sais très bien. Je suis à moitié coréen, mais on m'a appelé Chinois toute ma vie. Ce n'est pas une insulte, c'est juste de l'ignorance, tout simplement. On avait des gens venus d'Asie du Sud-Est, des Hmong — ils ne ressemblent pas du tout à des Chinois, à mes yeux — mais on les décrivait tous comme Chinois. Donc, il y a une part de tout ça qui remonte à la loi d'exclusion des Chinois, cette idée que toute personne qui a un air un peu asiatique serait forcément suspecte ou pas civilisée, et ainsi de suite. Le racisme, lui, est toujours bien présent. Et ça décourage des gens qui, autrement, auraient pu être attirés par la vie aux États-Unis, par la poursuite du rêve américain. Beaucoup d'entre eux partent, chaque semaine.

Une ou deux personnes, des lauréats du prix Nobel ou des chercheurs très respectés dans leur domaine, quittent le pays. Beaucoup partent en Chine, d'autres en Europe. Et ça, ça ne rend pas service aux États-Unis. Les États-Unis doivent inverser cette tendance. Il faut arrêter de pousser les gens dehors et recommencer à les accueillir. Avec toutes ces intelligences réunies, l'idée, c'est de développer la science, puis d'appliquer cette science à des biens et des services utiles partout dans le monde. Si vous êtes parmi les meilleurs et que vous trouvez des solutions avant les autres, c'est là que vous avez le plus d'opportunités de réussite. Parce que ce que vous proposez, c'est une valeur unique, qui augmente la productivité. Et c'est pour ça que les gens achètent ces biens et ces services.

Ça augmente la productivité. Et du coup, ils peuvent payer davantage. Donc, ça veut dire que vous dégagez des marges plus élevées. Ces marges plus élevées permettent ensuite de verser les salaires plus importants nécessaires pour garder les personnes très spécialisées. C'est un peu plus difficile, peut-être, pour le reste des États-Unis, pour ceux dont les compétences sont moins recherchées, et qui subissent la concurrence de l'intelligence artificielle dans certains cas. Surtout les cols blancs, dans le droit, la comptabilité, et tous ces domaines où l'on collecte, organise et résume de grandes quantités d'informations. Ce sont des tâches qu'une IA peut évidemment faire beaucoup plus vite, plus efficacement, et sans doute avec plus de précision.

Ça ne te donne pas des jugements précis, et ça comporte des risques. Mais le fait est que beaucoup de ces gens vont perdre leur emploi. C'est la première fois dans notre histoire qu'on voit une tendance organisée qui s'en prend à la classe moyenne, aux employés de bureau. Avant, c'était toujours les ouvriers. Ironie du sort, les ouvriers s'en sortent plutôt bien. Si tu étudies la plomberie au lieu de la sociologie, tu es sans doute recherché, tu trouves du travail, et tu gagnes un revenu régulier, bien supérieur à celui d'un assistant social. Ça ne veut pas dire qu'il faut tous aller dans cette direction. Ce que je veux dire, c'est que les sociétés changent de dynamique, et que leurs composantes évoluent avec elles.

Et c'est justement l'une des choses que les gens et les pays doivent comprendre : à mesure que les pays évoluent, que les dynamiques des marchés changent, il faut se rééduquer. Prenez un pays comme la Finlande, par exemple. Là-bas, il existe une loi qui dit que tous les neuf ans, chacun a le droit de se former à nouveau, de suivre une formation complémentaire. Je trouve que c'est une idée très intelligente. Parce que, franchement, si on n'a aucune compétence, qu'est-ce qu'on peut faire ? On finit par demander de l'aide à l'État, et ce n'est pas une bonne voie. Les personnes qui dépendent longtemps de l'aide publique rencontrent souvent beaucoup de problèmes : la drogue, des difficultés sociales dans les familles, et d'autres choses du même genre. Ce n'est pas bon. Les gens veulent travailler.

S'ils travaillent vraiment, ils ont de la fierté. Ils ont de la fierté, et ils ont un salaire correct, une vie décente. Ils sont plus investis dans la société que quelqu'un qui n'a rien de tout ça. C'est donc très, très important pour les États-Unis de reconnaître qu'ils sont à l'avant-garde de l'économie, et de continuer à développer cet aspect pour pouvoir payer des salaires plus élevés, et assumer les coûts plus importants liés à la bureaucratie, et tout le reste. Parce que tout ça ne va pas disparaître, même si Donald Trump le dit. Ça reviendra — la prochaine génération de dirigeants le ramènera pour différentes raisons. Donc, à ce stade, les États-Unis sont un peu piégés dans une bulle qu'ils ont eux-mêmes créée. Ils veulent garder leur hégémonie, mais ils veulent le faire en revenant aux anciens modèles.

Eh bien, on ne peut jamais vraiment se baigner deux fois dans la même rivière. La rivière continue de couler. Et dans ce cas, l'idée que Donald Trump avait de réindustrialiser l'Amérique pose énormément de problèmes et, franchement, ça n'a pas marché. Personne ne se précipite dans ce secteur, parce que, soyons honnêtes, il n'y a pas d'argent à y gagner. Si vous ajoutez de la capacité industrielle aux États-Unis, ça veut dire que vous allez entrer en concurrence avec des capacités industrielles déjà existantes ailleurs. Vous allez sans doute devoir investir davantage, payer des salaires plus élevés. La logistique est moins bonne. Alors, comment voulez-vous être compétitifs ? Eh bien, vous ne le serez pas. Et c'est tout le dilemme. C'est une belle illusion de dire qu'on va revenir aux beaux jours d'autrefois, mais la réalité, c'est qu'on ne peut pas.

#Glenn

Et vos commentaires sur... enfin, sur ce que Colby a dit à propos de la nécessité d'avoir ces points d'étranglement pour asphyxier l'économie chinoise ? Eh bien, si on regarde l'histoire, on voit que les puissances maritimes ont toujours eu de plus fortes incitations à instaurer un ordre international hégémonique. Parce que les mers fonctionnent comme un bien commun mondial, mais aussi parce qu'il existe ces goulets d'étranglement stratégiques. Les océans du monde se prêtent donc moins bien à un système multipolaire. Autrement dit, si vous contrôlez le canal de Panama et le canal de Suez, cela vous permet, en gros, d'établir une position hégémonique. Et tout pays qui veut ensuite prospérer grâce au commerce, ou déplacer ses troupes, doit, dans une certaine mesure, s'adapter à ce statu quo — celui d'une puissance dominante à laquelle il faut se conformer.

Il y a sans doute quelque chose de vrai là-dedans, surtout entre les Britanniques et les Américains, qui semblent suivre un peu les mêmes réflexes. Mais je pense que c'est différent aujourd'hui. Si on regarde la Chine et le continent eurasiatique, on voit ces corridors terrestres dont vous parlez, qui permettent aux pays de se diversifier davantage. Je voulais justement vous interroger sur l'Europe — c'est-à-dire la Chine et l'Europe. Jusqu'à quel point voyez-vous se développer les liens entre les deux ? Parce que c'est une relation assez compliquée. Comme on le sait, les Européens se sont, disons, enfermés sous la direction des États-Unis depuis environ quatre-vingts ans. Ça commence à ressembler un peu à un syndrome de Stockholm. Mais aujourd'hui, les États-Unis sont en déclin relatif, et du coup, ils accordent moins de priorité à l'Europe, tout en devenant plus agressifs, comme le font souvent les puissances en déclin.

Ils sont aussi en train de cannibaliser les industries européennes. Donc, on n'est plus du tout dans la relation de la guerre froide, ni même dans celle de l'après-guerre froide, que les Européens regardent encore avec une certaine nostalgie. Aujourd'hui, avec le déclin relatif des États-Unis, qui vont désormais se concentrer davantage sur l'hémisphère occidental et sur l'Asie, et qui risquent d'adopter une attitude plus hostile, ou du moins plus autoritaire, vis-à-vis des Européens, ces derniers semblent avoir deux voies possibles. La première, c'est d'essayer de restaurer ce qu'on appelle l'Occident politique — autrement dit, regagner la loyauté ou l'amitié des États-Unis. Et concrètement, cela se traduit, sur le plan des politiques, par une subordination totale et complète : suivre aveuglément toutes les décisions américaines, accepter sans broncher n'importe quel accord commercial désastreux que Washington met sur la table.

Mais cela implique aussi de suivre la position américaine sur la Chine — c'est-à-dire, alerter sur la menace chinoise, réduire les risques ou se découpler. Voilà une première voie. La deuxième, pour les Européens, c'est de reconnaître que l'hégémon américain n'existe plus. Et qu'il n'était pas non plus un hégémon bienveillant. La solution, c'est donc de s'adapter à la nouvelle réalité, autrement dit, de diversifier les liens économiques. Pourquoi mettre tous ses œufs dans le panier américain, s'ils sont en déclin et deviennent plus hostiles ? Et si on pousse cette logique jusqu'au bout, il faudrait alors se rapprocher davantage de la Chine. Le problème, à mon avis, pour les Européens, c'est qu'ils n'ont pas encore choisi. Ils essaient de rester assis entre deux chaises.

#Einar Tangen

D'accord. Donc, le jeu à trois entre les États-Unis, l'Europe et la Chine. Je pense vraiment qu'il faut reconnaître qu'il y a eu une longue période d'empires, qui a duré, on peut dire, près d'un millénaire depuis le début des Croisades. À cette époque, l'Europe était très agressive, puis les États-Unis ont pris le relais, avec cette idée que si vous voulez quelque chose, si vous voulez avancer, si vous voulez que votre économie prospère, eh bien, il suffit d'aller le prendre à quelqu'un d'autre. Ce n'est pas nouveau. Des périodes d'empires, il y en a eu tout au long de l'histoire. La différence aujourd'

hui, c'est que la Chine propose ce qu'elle appelle un modèle de civilisation. Autrement dit, elle a étudié les périodes d'empires passées, elle a traversé elle-même des phases impériales, et elle observe l'empire actuel en se disant : « Eh bien, ce modèle-là ne fonctionne pas très bien. »

Ce n'est pas une situation durable, surtout vu la façon dont le monde a évolué. Donc, de leur point de vue, il vaut bien mieux dire : écoutez, on n'a pas besoin de dire à tout le monde quoi faire. Ce qu'il faut, c'est du respect mutuel. Les pays doivent être en sécurité. Ils doivent avoir une voie vers le développement. Ils doivent, comme je l'ai dit, pouvoir exercer leur souveraineté sans qu'on y touche. Et il faut qu'il existe un mécanisme pour résoudre les frictions qui apparaissent forcément quand on a des pays différents. Autrement dit, ils disent : nous n'avons pas besoin d'un hégémon. Nous n'avons pas besoin d'un empire, point final. Ce qu'il faut, c'est un monde collectif, multipolaire, multilatéral, où le commerce sert à faire progresser le monde, pas à le restreindre. Et bien sûr, tout cela va à l'encontre de certaines visions établies.

C'est exactement le contraire de ce que pensent les États-Unis — cette idée que le monde est un jeu à somme nulle, et que le secret pour s'en sortir, c'est de savoir jouer ce jeu. C'est un monde horrible, comme je le dis souvent, un monde vraiment horrible. Et pour réussir dans un monde pareil, il faut être plus horrible que les autres. C'est un état d'esprit, quelque chose que j'ai toujours associé à Dick Cheney. Quand je le regardais, il se présentait comme un réaliste. Mais en réalité, il était enfermé dans une vision très négative : celle où il faut prendre aux autres, parce qu'on ne peut pas grandir ensemble. La Chine, elle, pense qu'on peut. Et pendant qu'on traverse toutes sortes de menaces — le réchauffement climatique, la révolution numérique, et tout le reste — on vit peut-être aussi la fin de cette période d'empires.

Et les États-Unis traversent une période difficile, comme je l'ai expliqué, et on a parlé de la façon dont ils essaient de s'y adapter. Mais alors, où en est l'Europe ? Eh bien, l'Europe, c'est la source originelle des États-Unis. C'est elle qui leur a tout appris sur l'art d'aller prendre aux autres pour construire richesse et puissance. Et maintenant, elle se retrouve dans une situation où elle éprouve beaucoup de regrets — ou du moins, elle est censée en avoir — à propos des choses terribles qu'elle a faites. Vous savez, couper les mains des gens et les envoyer dans des pays européens pour qu'elles soient exposées dans un musée. Pas parce que ces personnes avaient fait quelque chose de mal, non. Simplement parce que, tiens, ce serait intéressant d'avoir une collection de mains... des mains droites ou des mains gauches ? Au fond, peu importe lesquelles, j'imagine.

Si on aime les collectionner, je ne comprends juste pas pourquoi ils en avaient besoin d'autant, ni pourquoi ils n'ont pas pensé aux gens qui ont perdu leurs mains à cause de cette pratique brutale. Donc, on a l'Europe dans une situation où elle veut se montrer morale, alors qu'elle a gagné son argent de manière immorale. Et maintenant, elle essaie de dire qu'elle a des valeurs, que les États-Unis et l'Europe défendent des valeurs. C'est difficile de voir ces valeurs aujourd'hui, mais elle est piégée. Et de plus en plus, on voit une grande fracture entre les gens qui veulent simplement que leurs gouvernements leur trouvent des opportunités, qu'ils gardent leur emploi, qu'ils maintiennent leur niveau de vie aussi haut que possible, qu'ils résolvent les problèmes économiques.

Et dans les capitales, on a des responsables politiques qui n'ont aucune idée de comment aider réellement leur population. Alors, ils se tournent vers les affaires internationales et commencent à accuser les autres de tous les problèmes qu'ils ne savent pas résoudre. Ça dure depuis un bon moment, mais on arrive au bout du fil. L'Europe fait face à de vrais problèmes. Elle a perdu son énergie bon marché quand elle s'est endormie et s'est retrouvée embarquée dans cette guerre entre l'Ukraine et la Russie. Et maintenant, elle en paie le prix. Elle ne sait plus vers qui se tourner. Elle est divisée. Et elle se fait facilement happer par des puissances plus grandes qui viennent lui dire : « Allez, sois notre amie. » Je parle des États-Unis, pas de la Chine.

La Chine a aussi essayé d'être un partenaire, mais elle s'est rendu compte que traiter directement avec un gouvernement en particulier, ça ne sert pas à grand-chose. Elle l'a appris à travers l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Parce que quand on s'aligne sur un gouvernement, dès que ce gouvernement quitte le pouvoir, le suivant vous accuse d'avoir collaboré avec l'ancien, et on vous soupçonne de corruption, et ainsi de suite. Et au final, il n'y a jamais de reconnaissance, que le projet ait été bon ou mauvais. Aujourd'hui, ils ont changé d'approche. Ils fonctionnent un peu comme une banque : est-ce que le projet est viable ? Est-ce qu'on peut récupérer l'argent ? Si oui, alors ils investissent.

Et ça veut dire que c'est indépendant de toute forme de politique. Et c'est sans doute comme ça que la Chine va continuer à proposer son aide. Alors, où est-ce que ça laisse l'Europe ? Ils semblent idéologiquement attachés à une certaine hypocrisie sur les valeurs, des valeurs qu'ils n'ont pas vraiment appliquées quand ils ont accumulé cet argent, tout en s'accrochant aux États-Unis avec cette idée qu'ils ont besoin d'eux pour les protéger. Les protéger de quoi, au juste ? C'est toujours la question. C'était déjà une question pertinente quand le mur de Berlin est tombé, rendant l'OTAN inutile. Le pacte de Varsovie a été dissous. Alors, pourquoi garder quelque chose qui avait été créé pour répondre au pacte de Varsovie ? Si le pacte de Varsovie n'existe plus, pourquoi en aurait-on encore besoin ?

Eh bien, les gens posent la question, mais l'inertie, c'est quelque chose de très puissant. Tous les gens à l'OTAN n'avaient certainement pas envie d'aller chercher un nouveau travail. Il n'y aurait peut-être même pas eu de postes pour eux. Alors ils ont dit : « Ah oui, non, non, on a une utilité. » Et ils en ont trouvé une. Les États-Unis ont décidé qu'ils ne voulaient pas que la Russie et l'Europe se rapprochent, à cause des ressources russes et de l'industrie européenne. À l'époque de la chute du mur, l'Europe était le plus grand concurrent de l'Amérique. Donc, nous ne voulions pas qu'elle se renforce. Nous ne voulions pas qu'elle ait accès à des ressources bon marché. Et il semble que, que ce soit voulu ou que ce soit simplement le résultat, le fait est que, aujourd'hui, la Russie et l'Europe sont complètement divisées, et le resteront sans doute encore longtemps. Donc, on a atteint nos objectifs.

Nous, on aime bien s'assurer qu'on n'a pas de concurrent. Ça fait partie de notre stratégie hégémonique. Donc, quand le Japon menaçait de devenir une nation plus puissante, même si, en

réalité, ce n'était pas possible vu la taille de ses marchés, sa production et tout le reste, on les a, en quelque sorte, forcés à signer les accords du Plaza. Et depuis cette époque, leur économie vaut aujourd'hui moins qu'à l'époque de la signature. Autrement dit, ils ont complètement stagné depuis, ce qui revient à dire qu'on s'est assuré qu'ils restent dépendants de nous. Mais voilà le problème : si l'Europe continue sur cette voie — et la dernière réunion de l'OTAN en est un parfait exemple — l'Europe achète soixante pour cent de son matériel militaire et de ses munitions aux États-Unis.

C'est ça, leur volume total d'achats. Ils ne développent que vingt pour cent de leur propre technologie et de leur propre matériel. Seulement vingt pour cent vient d'Europe. Ça, clairement, ça ne peut pas bien fonctionner. Comment voulez-vous faire ? Ensuite, il y a la question des terres rares. Où allez-vous les trouver ? La Chine ne va pas vendre à l'Europe des terres rares qui pourraient servir à fabriquer des armes capables de menacer la Chine. Ils sont très logiques sur ce point. Et je pense que la plupart des pays feraient la même chose si la situation était inversée. Ce serait pareil pour les États-Unis, et bien sûr pour l'Europe. Donc, ils se retrouvent dans cette situation où ils veulent acheter des armes aux États-Unis, mais les États-Unis ne peuvent pas les leur fournir. Pour vous donner un exemple très concret, les États-Unis livrent en ce moment des F-35 à l'Inde. Le seul problème, c'est qu'ils n'ont pas de radar.

#Einar Tangen

Eh bien, oui.

#Einar Tangen

Dans un avion supersonique censé détecter toutes les menaces, le fait qu'il y ait un problème de radar, disons-le, c'est un gros souci. Les Indiens ne sont pas contents. Ils ont acheté l'avion le plus cher et soi-disant le plus avancé du monde, pour découvrir qu'il n'a même pas de phares. Et, vous voyez, ils se demandent un peu pourquoi ils ont payé tout cet argent. Pourquoi acheter un tel appareil si, au final, il ne fonctionne pas vraiment ? En plus, on apprend maintenant que seulement vingt pour cent de leurs F-35 sont réellement prêts au combat à un moment donné. C'est un chiffre très bas pour un équipement aussi coûteux. Ils ne sont pas non plus satisfaits du coût d'entretien et d'exploitation, extrêmement élevé, de ces appareils de haute technologie. Donc, en fin de compte, les États-Unis sont en train de se mettre hors marché par leurs propres prix. Mais les Européens, eux, ont le sentiment qu'ils n'ont pas vraiment d'autre option.

Le problème, c'est qu'il faudra, de façon prudente, entre dix et quinze ans pour que l'Europe développe ses propres industries d'armement. Ce ne sont pas des choses qu'on monte du jour au lendemain, comme si on installait une boîte en carton pour commencer à produire du propergol pour des fusées. Tout ça prend énormément de temps. Et ça coûte très cher. En plus, on parle ici d'ajouter de nouvelles capacités. On revient donc à un modèle d'industrialisation où ce qu'on construit coûte plus cher à fabriquer, et plus cher à produire, que ce que d'autres font déjà avec les moyens existants. Pourquoi est-ce que c'est important ? Eh bien, comme on l'a vu en Russie, en Ukraine, en

Iran, et dans bien d'autres endroits, la nature de la guerre a changé. Un drone à cinq mille dollars doit être abattu avec un missile qui coûte entre deux et six millions.

Vous pouvez faire le calcul vous-même. Ils ont aussi compris que la production et la logistique sont tout aussi importantes que la technologie. Avoir toute la technologie du monde ne fait pas décoller une fusée. Ça donne la capacité d'en construire une, mais ensuite, il faut vraiment la construire. L'Europe manque largement de ce savoir-faire. Les États-Unis, eux, sont handicapés parce que leurs capacités de production sont dépassées. Dans ma famille, on travaillait dans les sous-marins, mais on a arrêté d'en fabriquer après la Seconde Guerre mondiale. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait plus de demande. On a dû écouter le marché, alors on s'est tournés vers d'autres activités. Mais c'est ça, le vrai point : pour créer une industrie de ce type, il faut trouver quelqu'un prêt à y consacrer du temps, des efforts et à y investir sérieusement.

Et vu la situation politique, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, où tout peut changer radicalement selon le vote des citoyens, il est très difficile de prendre le risque politique d'investir plusieurs milliards de dollars en se basant sur les politiques d'une seule administration, qui, en réalité, ne seront peut-être plus en vigueur dans trois, quatre ou cinq ans. Voilà le genre de problèmes auxquels l'Europe est confrontée. Et moi, j'aime toujours poser la question : qu'est-ce que l'Europe peut faire à ce sujet ? Eh bien, mon conseil à l'Europe, ce serait d'arrêter de dépenser de l'argent pour les armes, et de commencer à en dépenser pour ses citoyens. Je sais que ça peut paraître étrange, mais je pense que vos citoyens sont plus importants que votre capacité à détruire d'autres peuples.

Je pense qu'un pays est le plus fort quand son peuple est derrière lui. Quand les gens sont prêts à se battre pour son existence, parce qu'ils la perçoivent comme juste, morale, comme une entité qui protège ses citoyens. Et donc, en retour, le peuple protège son gouvernement. Quelqu'un m'a traité d'irrationnel pour avoir dit ça, comme si j'avais une vision un peu trop idéaliste. Mais je peux affirmer sans hésiter que les Chinois ne sont pas toujours d'accord avec tout ce que fait leur gouvernement. Pourtant, si on leur demande, près de quatre-vingt-dix pour cent disent qu'ils soutiennent le gouvernement tel qu'il est. Pourquoi ? Parce qu'il a su apporter des changements positifs dans leur vie. C'est étrange, non ? Comme si, au fond, les gouvernements devaient justifier leur existence auprès de leur peuple en répondant vraiment à ses besoins.

Je pense que l'Europe devrait s'inspirer un peu de la Chine, pas sur le plan idéologique. Je ne dis pas qu'il faut supprimer les élections ou devenir communistes, loin de là. L'Europe est déjà socialiste. Ce sont tous des pays socialistes. La vraie question, c'est comment ils vont s'organiser, mettre de côté leurs petites querelles et se concentrer sur ce qui est essentiel : la viabilité de leurs populations. Comme les États-Unis, l'Europe dispose d'institutions académiques remarquables, avec des gens comme vous pour les éclairer. Mais la question, c'est : comment utilisez-vous ces atouts ? Est-ce que vous les avez vraiment réorientés pour préparer les gens au monde d'aujourd'hui ? Et je ne parle pas seulement de technologie.

Je crois profondément aux humanités. Comprendre l'histoire, la philosophie, comprendre sa propre culture pour pouvoir comprendre les autres. Pourquoi ? Parce que si je veux commercer avec une autre culture, il me faut plus que la langue. Il faut que je sache ce qu'ils veulent. Et la seule façon d'y arriver, c'est de les comprendre vraiment. Je parle de comprendre leur histoire, leur politique, la structure de leur gouvernement, et même, vous savez, ce qui est populaire chez eux — les chansons, les goûts, la cuisine, ce genre de choses. C'est une formidable opportunité. Et je pense que l'Europe n'a pas les grandes... enfin, elle en a quelques-unes, mais elle n'a pas ces grandes entreprises qui, en réalité, contrôlent les marchés. Parce que oui, elles les contrôlent vraiment.

C'est souvent avec l'accord tacite du gouvernement, comme dans le cas de Deutsche Telekom, qui offre depuis des années les pires vitesses d'internet, alors même que c'est censé être un fleuron technologique allemand. Pourquoi ? Parce qu'ils ont un monopole. Et ils se sont dit : bon, on va simplement sauter cette génération de, vous savez, la 5G, parce que, enfin, qui en a vraiment besoin ? Ou plutôt, je crois que c'était la 4G qu'ils ont laissée passer. Bref, pour faire court, l'Europe a aujourd'hui une vraie opportunité. Elle dispose de très bonnes petites et moyennes entreprises, très spécialisées — elles ont dû le devenir pour survivre. Et avec les outils numériques, qui certes suppriment des emplois, mais qui en même temps ouvrent aussi de nouvelles possibilités.

Aujourd'hui, c'est devenu beaucoup plus simple de faire du marketing grâce à Internet, pour trouver les entreprises ou les personnes qui pourraient être intéressées par vos produits ou vos services. Et puis, pour la logistique aussi, c'est bien plus facile. Que vous deviez envoyer quelqu'un, il y a des avions partout et des aéroports en nombre. Ou si vous expédiez des marchandises, il y a des bateaux, des trains et des avions pour les acheminer. Et la dernière partie, bien sûr, c'est le paiement. Et là, on commence à voir apparaître ce que j'appelle des contrats intelligents. Ça existe depuis quelque temps déjà, mais en résumé, leur rôle, c'est de pousser les deux parties à répondre à toutes les questions nécessaires pour établir un accord complet.

Et ils peuvent se mettre d'accord pour dire que c'est ma responsabilité, ou que c'est la tienne. Ou bien on décide ensemble de payer quelqu'un d'autre pour prendre cette responsabilité, à condition qu'il y ait quelqu'un prêt à le faire. Très bien. D'abord, ça simplifie tout, parce que tout est clair. Par exemple, s'il doit y avoir une inspection à un moment donné, et que c'est la responsabilité de la partie A ou de la partie B, eh bien cette partie assume la responsabilité. Et à partir du constat — un constat de fait — le paiement peut être effectué, ou pas. Aujourd'hui, il existe des agents intelligents. Vous savez, on parle souvent de ces assistants capables de gérer mon agenda, d'organiser des réunions pour moi, ou même de me rappeler d'appeler ma grand-mère pour son anniversaire.

Eh bien, ils peuvent aussi faire des choses comme vérifier qu'un contrat se déroule vraiment comme prévu. Par exemple, que la personne qui a promis de me fabriquer dix mille pièces a bien acheté les matériaux nécessaires pour pouvoir produire ces dix mille pièces, dans un délai où sa capacité de production le permet. Et le système me dira si c'est en train de se faire... ou pas. Et si ce n'est pas le cas, je peux dire au type : « Écoute, tu ne tiens pas ton engagement. Je vais aller voir ailleurs. Ou

alors, tu dois t'arranger. Et d'ailleurs, tu vas devoir payer la différence, parce que je ne vais pas perdre le bénéfice de notre accord. » Eh bien, si je sais à l'avance que ça va se passer comme ça, probablement, je ne laisse pas la situation dégénérer.

Et je fais en sorte d'acheter les choses à temps, et d'avoir assez de marge pour que tout se passe bien de l'autre côté. Si c'est moi qui produis, je veux être sûr d'être payé, et d'être payé à temps. Ce serait pas mal, non ? Quelle idée originale ! Du coup, mon agent peut vérifier qu'il y a bien de l'argent sur les comptes, et qu'il y en a assez pour que, quand je livre, le paiement me soit fait. Ça simplifie énormément les choses. J'ai moins de frais bancaires. Je n'ai pas besoin de mettre en place de lettres de crédit. Pas besoin non plus d'engager des avocats hors de prix, ni de faire passer les contrats à la loupe par des comptables. Et je me retrouve dans beaucoup moins de disputes, parce que tout est plus clair : on sait exactement ce qui s'est passé, et qui est responsable.

Donc, ce sont des domaines où ces outils numériques jouent un rôle important. Et le fait que l'Europe compte autant d'entités spécialisées, ça veut dire qu'elles devraient comprendre le monde, apprendre du monde, comprendre ce dont le monde a besoin. Peut-être qu'elles doivent adapter leur service ou leur produit, mais il y a toujours d'autres petites structures comme elles, qui ont besoin de ce qu'elles peuvent offrir. La vraie question, c'est : comment les atteindre ? Et maintenant, on a les outils pour ça. Alors, je pense que la prochaine grande évolution économique, le prochain grand « océan bleu », ce sera justement les petites et moyennes entreprises. Après tout, toutes les grandes entreprises viennent de là, à l'origine. Et ce sont elles qui restent les plus agiles.

Ils savent réagir au marché. Ils peuvent occuper des niches très, très rapidement. Il y a beaucoup de concurrence, ce qui les oblige à rester honnêtes et à maintenir des prix plus bas. Ce ne sont pas ces grands mastodontes qui peuvent échouer encore et encore simplement parce qu'ils dominent le marché. Donc, c'est un domaine où je pense que l'Europe pourrait vraiment bien s'en sortir. Et en plus des sciences, où ils comprennent et créent des choses — que ce soit de nouveaux matériaux ou l'intelligence artificielle — ils doivent combler leurs retards. Ils ne peuvent pas laisser ça aux autres. Il n'y a aucune raison pour que les instituts européens ne produisent pas des technologies et des brevets de pointe, capables d'être utilisés dans des produits et des services.

Donc moi, malgré tout ce que je dis — que, bon, les choses ne vont pas très bien — je pense qu'une grande partie dépend simplement de la façon dont on aborde les problèmes aujourd'hui. Est-ce qu'on les voit comme un jeu à somme nulle ? Dans ce cas, on se condamne à vivre dans un monde où le conflit devient presque inévitable. Ou bien, est-ce qu'on se dit qu'on peut agrandir le gâteau ? Et là, forcément, on s'inscrit dans une logique où on cherche davantage la paix. Pourquoi ? Parce qu'agrandir le gâteau, ça ne passe pas par la guerre. Si on fait la guerre, on rétrécit le gâteau. Donc, c'est une question d'attitude. Espérons qu'à un moment, les responsables politiques, dans leurs différentes capitales, comprendront que tout ça dépend beaucoup de l'état d'esprit, et du type de monde dans lequel on choisit de croire, plutôt que de celui dans lequel on pense être enfermé.

#Glenn

Eh bien, j'étais un peu optimiste — pas énormément, mais un peu — en pensant que des liens économiques plus solides entre l'Europe et la Chine pourraient aider les Européens à développer un modèle économique capable de trouver une nouvelle place dans le monde d'aujourd'hui. Parce qu'en ce moment, on a l'impression que les dirigeants européens, en tout cas certains, voient le militarisme comme la solution à tout. Leurs économies sont faibles, alors ils se disent : le militarisme peut soutenir à la fois le développement économique et technologique. Faisons du keynésianisme militaire, construisons des armes plutôt que des voitures, comme disent les Allemands. Et puis, ça règle aussi la crise de légitimité politique. Parce que, quand nos dirigeants ignorent les intérêts nationaux et économiques de base, leur popularité s'effondre.

Eh bien, beaucoup de contestations peuvent être étouffées si on se contente de dire que leurs auteurs prennent le parti de l'ennemi. Aujourd'hui, tout le monde est soit une marionnette de la Chine, soit une marionnette du Kremlin. Et bien sûr, il y a aussi la fragmentation de l'Occident. En fait, ils ont fait de la lutte contre la Russie une idée fédératrice. Du coup, toutes les réponses deviennent forcément militaires. Mais ça ne fait qu'engloutir encore plus d'argent, ce qui aggrave la situation. Et en plus, ça crée des problèmes de sécurité, qui rendent les Européens encore plus dépendants des États-Unis. Et les Américains savent très bien transformer cette dépendance en obéissance politique et économique. Alors, les Européens se retrouvent contraints de subordonner leurs intérêts politiques, leurs intérêts économiques... et la spirale continue, tout se dégrade de plus en plus. Je sais que c'est... enfin, avez-vous un dernier mot avant qu'on termine ?

#Einar Tangen

J'aime bien ton point, vraiment. Je suis complètement d'accord avec toi. Je veux juste que les gens réfléchissent à ça : si certains pensent que fabriquer une bombe ou fabriquer une voiture, c'est la même chose, qu'ils y repensent. Une voiture, ça me permet d'aller au travail. Ça me rend productif. Et les gens qui la fabriquent produisent aussi des pièces, des composants, tout un ensemble d'activités. Il peut y avoir d'autres voitures, et tout ça crée une dynamique positive, pas seulement pour moi, mais pour tous ceux qui participent à cette production. Mais si tu fabriques une bombe, ça n'améliore en rien la productivité. Tout ce que tu vas faire, c'est détruire des gens et des choses. C'est exactement l'inverse. Alors, toute personne qui pense que ça ne change rien de produire une bombe ou une voiture se trompe complètement sur le plan économique.

#Glenn

Je suis tout à fait d'accord avec ça. Merci beaucoup d'avoir pris le temps, et j'espère qu'on se reverra bientôt.

#Einar Tangen

Vous aussi. Tous mes vœux.